L'éducation dans les Prairies de l'Ouest canadien (Alberta, Saskatchewan et Manitoba)

La gouvernance, la gestion et la programmation

Jules ROCQUE

Les systèmes d'éducation dans les Prairies de l'Ouest canadien (Alberta, Saskatchewan et Manitoba) ont plusieurs points communs tout en ayant certaines différences. Le présent article cherche d'abord à souligner les principales caractéristiques structurelles de l'éducation en général sur ce vaste territoire. En second lieu, le contexte historique est abordé, permettant de mieux comprendre la question des systèmes publics parallèles présents dans deux des provinces. Les grandes orientations politiques, les pratiques d'évaluation des apprentissages et certains éléments communs des trois systèmes sont présentés en dernier.

Caractéristiques structurelles de l'éducation dans les Prairies

Lors de la création du Canada, la *Loi constitutionnelle de 1867* a précisé la répartition des pouvoirs législatifs. L'article 93 stipule que chaque province a le pouvoir exclusif en matière d'éducation. Par conséquent, les trois provinces des Prairies établissent et gèrent leur propre système éducatif à partir d'un ministère de l'Éducation distinct. Bien que les systèmes soient assez semblables au niveau des principales caractéristiques structurelles, il y a quelques différences au niveau des droits confessionnels des systèmes publics, du contenu des programmes d'études, des modalités d'évaluation, des priorités provinciales et du financement, entre autres.

Répartition du pouvoir et des responsabilités

Dans les trois provinces des Prairies, le fonctionnement du système scolaire relève directement du ministre de l'Éducation et de son équipe de fonctionnaires. Les écoles publiques sont administrées par un regroupement de personnes élues à l'échelle locale constituant un conseil scolaire. Cette

autorité locale gère les écoles situées sur son territoire (division ou district scolaire) par l'entremise d'une équipe administrative centrale (direction générale, secrétaire-trésorier, conseillers, etc.). La direction d'établissement se voit confier la responsabilité de la gestion de son école au niveau local, appuyée de membres du personnel éducatif et de soutien.

Chacune des provinces reconnaît l'importance de la collaboration avec les principaux acteurs. C'est pourquoi il y a une structure qui permet le partage du pouvoir et des responsabilités relatives à la planification et au processus local de prise de décisions. Chaque école procède à l'élection d'un comité scolaire constitué de représentants de parents, d'enseignants, d'élèves et parfois de membres de la communauté scolaire. « *Ce comité a la responsabilité de définir les grandes orientations de l'école et d'apporter au conseil scolaire toute recommandation, suggestion, évaluation impliquant l'école ou se rapportant aux activités du conseil scolaire.* » (DSFM, 2019)

Financement de l'éducation

L'ensemble des écoles publiques des Prairies reçoit un financement provincial destiné à l'éducation des enfants de la maternelle à la 12^e année. Le cadre de financement accorde des fonds aux autorités locales (conseils scolaires) en fonction de l'emplacement des écoles et des caractéristiques de la population locale qui soutient l'éducation pour l'ensemble des élèves admissibles (embauche du personnel ; achat de ressources matérielles ; etc.). Un financement de base est accordé selon le nombre d'élèves inscrits dans la division scolaire. Il y a aussi des octrois supplémentaires ciblés selon le nombre d'apprenants en langue seconde, le statut socio-économique ou une initiative provinciale et d'autres, flexibles, permettant aux autorités locales d'utiliser ces fonds pour répondre à leurs priorités.

En plus du financement provincial, tout propriétaire de maison ou d'immeuble doit aussi verser une taxe foncière au conseil scolaire qui dessert le territoire où se situe leur bien immobilier. Cette taxe sert à financer des activités jugées prioritaires par l'autorité locale. En Alberta et en Saskatchewan, les municipalités prélèvent cette taxe locale, dont le taux est déterminé par la province, et la verse à la province qui en fait la pleine gestion. Au Manitoba, le conseil scolaire prélève cette taxe locale et insère les fonds dans son budget de fonctionnement. Elle doit toutefois respecter le taux d'imposition établi par la province.

La planification et le financement des infrastructures relèvent d'un autre ministère en collaboration avec le ministère de l'Éducation et les autorités locales. C'est alors que les décisions sont prises en ce qui concerne les nouvelles constructions, les projets de modernisation et le maintien des infrastructures existantes.

Programmation et écoles

Le ministère de l'Éducation des provinces des Prairies fournit aux enseignants et aux enseignantes un programme d'études qui encadre les activités pédagogiques, précise les sujets à traiter ainsi que le temps d'enseignement à y consacrer dans les différentes matières à enseigner. Nous y retrouvons également les principaux objectifs et les résultats d'apprentissage

spécifiques à atteindre dans un cycle d'études déterminé (primaire, intermédiaire et secondaire). Ces programmes d'études encadrent les grandes orientations des quatre principaux programmes offerts aux élèves inscrits aux écoles publiques : le programme anglais, le programme d'immersion française, le programme français et le programme d'études technologiques destiné aux apprentis.

- **Programme anglais** : la très grande majorité des élèves inscrite à l'éducation publique dans les provinces des Prairies se retrouve dans ce programme qui offre une éducation générale en anglais dans des matières obligatoires (anglais, mathématiques, science, études sociales, éducation physique et arts) et facultatives (français ou autres langues, études autochtones, etc.).
- **Programme d'immersion française** : depuis son apparition au Québec en 1965 et à la suite de l'adoption de la *Loi sur les langues officielles* en 1969, l'immersion française a connu un intérêt grandissant partout au Canada au fil des ans. Toutes les provinces et les territoires canadiens ont un programme d'immersion française qui offre une éducation générale en français.¹
- **Programme français/francophone** : un nombre beaucoup plus restreint d'élèves de parents « ayants droit »² est inscrit au programme français offert dans toutes les provinces et tous les territoires canadiens où les francophones sont minoritaires. Ce programme a été mis sur pied à la suite de demandes des parents et d'importantes luttes devant les tribunaux.³
- **Programme d'études techniques et programmes destinés aux apprentis** : ce programme, destiné au secondaire, permet aux élèves d'évaluer leurs forces, d'explorer leurs intérêts et de participer à des expériences pratiques sur le terrain, sous la supervision d'un ouvrier qualifié, s'ouvrant ainsi la porte à une carrière possible. Il comprend des cours dans divers domaines professionnels : arts industriels, sciences familiales et commerciales.⁴

-
1. Les élèves peuvent s'inscrire à un programme d'immersion dès la maternelle et y poursuivre leurs études jusqu'à la fin du secondaire. Dans certaines divisions scolaires, il y a l'offre de programmes d'immersion « moyens » et « courts » où l'enfant fait son entrée au niveau de la 4^e et de la 7^e année. Le nombre de cours requis en français en vue de l'obtention du diplôme de la 12^e année varie d'une division scolaire et d'une province à l'autre, selon les politiques et règlements en vigueur.
 2. Un ayant droit est un citoyen canadien qui satisfait un des critères de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* pour faire instruire ses enfants dans la langue de la minorité linguistique de sa province ou de son territoire de résidence (Université d'Ottawa, 2014, p. 19 : https://www.uottawa.ca/clmc/sites/www.uottawa.ca.clmc/files/fiche_1-ipe-sociologie_621-12e1.pdf).
 3. Pour en connaître davantage sur l'éducation des minorités de langues officielles au Canada, consultez la contribution de Diane Gérin-Lajoie dans ce même numéro.
 4. En Alberta, ce type de programme comprend des cours de « connaissances et employabilité ». Une fois terminés, les élèves qui répondent aux exigences obtiennent un « Certificat de réussite d'études secondaires ».

Autres choix d'écoles et de programmes

Dans les provinces des Prairies, les parents peuvent également choisir d'envoyer leurs enfants dans des écoles **indépendantes (privées)**. Il y a des coûts additionnels à verser pour ce choix. Ces écoles peuvent aussi être affiliées à un groupe religieux ou confessionnel particulier et doivent répondre à des exigences minimales de programmation émises par la province. Il faut noter, en revanche, que le système d'écoles publiques en Alberta et en Saskatchewan comprend des écoles confessionnelles catholiques, ce qui diffère du Manitoba. Ce modèle de systèmes publics parallèles, financés entièrement par l'État en Alberta et en Saskatchewan permet aux parents d'envoyer leurs enfants dans une école catholique ou non confessionnelle, sans être obligés de verser des sommes additionnelles. Les particularités historiques décrites ci-dessous offrent plus de précisions à ce sujet.

En 1994, l'Alberta devenait la première province canadienne à mettre sur pied des **écoles à charte**. Ces écoles publiques, financées entièrement par l'État, dispensent un enseignement de base d'une manière différente dans le but d'améliorer l'apprentissage des élèves. Tous les enfants admissibles à une éducation en Alberta peuvent y accéder. On ne peut pas imposer de droits de scolarité aux parents et ces écoles ne peuvent pas être confessionnelles ni affiliées à un groupe religieux. La spécialisation (charte⁵) doit être clairement décrite afin de permettre à la clientèle intéressée de s'y inscrire. En date de l'automne 2019, il y avait treize écoles à charte en Alberta.

Les parents des Prairies peuvent aussi choisir **l'enseignement à domicile** pour leurs enfants au lieu de les envoyer dans une école publique ou indépendante. Il faut toutefois respecter les conditions et les politiques établies par la province.

Historique

Manitoba

Lors de l'entrée du Manitoba dans la Confédération canadienne en 1870, il y avait une reconnaissance officielle de la présence majoritaire des francophones sur le territoire en permettant l'usage de l'anglais et du français dans les débats des Chambres de la législature et des tribunaux. Les droits confessionnels des citoyens furent également reconnus dès l'adoption de la première loi scolaire en 1871 créant un « *modèle de systèmes parallèles, l'un pour les catholiques [francophones] et l'autre pour les protestants [anglophones]* » (Clarke et Foucher, 2005, p. 75). En revanche, une vingtaine d'années plus tard (1890), « *à la suite de la minorisation progressive des francophones du Manitoba, les dirigeants de la province se sont crus justifiés d'abolir les droits linguistiques et religieux de leur minorité [francophone]* » (Leclerc, 2016) en adoptant la

5. Exemples de particularités de charte : programme artistique ou sportif ; école pour filles axée sur le développement des habiletés de leadership et de résolution de problèmes ; école favorisant une pédagogie liée aux traditions et aux approches autochtones).

*Official Language Act*⁶. Le gouvernement décide « de déconfessionnaliser et d'angliciser le système scolaire » (Jourdain, 2011, p. 22) en établissant un seul système d'écoles non confessionnelles anglophones. C'est la sécularisation des écoles confessionnelles du Manitoba, réservant ainsi les fonds aux écoles publiques uniquement. En 1970, la loi scolaire est modifiée reconnaissant de nouveau la place du français comme l'une des deux langues d'instruction dans les écoles publiques du Manitoba (Jourdain, 2011). Aujourd'hui, les écoles confessionnelles relèvent toujours d'un système privé ou indépendant. L'entente de financement entre la province et ce système prévoit le versement d'un montant pouvant atteindre 50 % des dépenses de fonctionnement de l'école publique par élève.

Alberta et Saskatchewan

L'Alberta et la Saskatchewan se sont jointes à la Confédération canadienne en 1905. Les deux provinces ont reçu des garanties en matière de confessionnalité qui ont permis aux autorités locales d'établir des écoles séparées (catholiques et protestantes) financées entièrement par l'État. Les tentatives du gouvernement fédéral de déconfessionnaliser l'éducation publique a échoué, plongeant le fédéral dans une crise politique grave (Jourdain, 2011). C'est ainsi qu'aujourd'hui, les parents de ces deux provinces peuvent encore exercer leur droit constitutionnel en matière d'une éducation confessionnelle publique sur l'ensemble de leur territoire.

Orientations politiques

Les ministères de l'Éducation des trois provinces des Prairies ont adopté des valeurs, proposent des orientations politiques et prônent des principes de base généraux communs. D'abord, le mandat de chacun est d'appuyer la réussite scolaire et d'assurer le bien-être de tous les apprenants. Par conséquent, les ministères veulent exercer un leadership dans leurs provinces et octroyer des ressources pour appuyer leur programmation.

Éducation inclusive

Chacune des provinces des prairies fait référence à des pratiques pédagogiques inclusives, reconnaissant les forces, les besoins et les préférences d'apprentissage de tous les élèves. Les ministères adhèrent à une philosophie et aux principes d'une éducation inclusive appuyée « *par une équipe de collaboration composée de parents, de professionnels de l'éducation et d'autres intervenants pouvant aider les élèves à atteindre leurs objectifs* » (Saskatchewan, 2019).

6. Cette loi a été déclarée inconstitutionnelle en 1979 par la Cour suprême du Canada. À la suite d'autres jugements des tribunaux, les francophones au Manitoba ont finalement vu la mise sur pied d'un système d'éducation de langue française en 1994. Pour en connaître davantage sur l'éducation des minorités de langues officielles au Canada, consultez la contribution de Diane Gérin-Lajoie dans ce même numéro.

Peuples autochtones – Commission de vérité et réconciliation⁷

Les ministères de l'Éducation des Prairies « reconnaissent que de meilleurs résultats scolaires permettront aux membres des Premières Nations et des communautés métisses et inuites de participer activement à leurs collectivités, consolideront leur présence sur le marché du travail et les prépareront davantage à une économie toujours plus axée sur le savoir » (CMEC, 2019). Cette grande orientation ministérielle s'insère dans une démarche nationale d'appels à l'action à la suite du dépôt du rapport final de la « Commission de vérité et de réconciliation » (CVR, 2015). Le principal mandat de la CVR était de « guider les Canadiens dans la découverte des dures réalités du système de pensionnats indiens [et] à jeter les assises d'une réconciliation durable [entre les anciens élèves, leurs familles, leurs communautés et tous les Canadiens] » (Encyclopédie canadienne, 2019).

Citoyenneté et développement durable

Les trois provinces des Prairies reconnaissent l'importance d'une programmation permettant à tous les élèves de « devenir des citoyennes et des citoyens éclairés et aptes à affronter les défis de demain » (CMEC, 2019a). L'élaboration d'éléments communs portant sur l'environnement, l'énergie et les changements climatiques occupent également une place dans les programmes d'études des Prairies, bien qu'à des niveaux et degrés variables.

Évaluation des apprentissages

« Les politiques, les pratiques et les principes de l'évaluation des apprentissages des élèves à l'intérieur du système scolaire [des Prairies de l'Ouest canadien] demeurent nombreux et variés. » (Rocque, 2014, p. 70). Le rôle de l'évaluation demeure essentiellement un processus qui conduit à un jugement orientant la prise de décision sur l'enseignement et l'apprentissage. Dans cette partie, nous brosserons un tableau sommaire permettant au lecteur d'avoir un sens général de l'évaluation des apprentissages sur ce grand territoire canadien.

Dans les trois provinces des Prairies, les élèves font l'objet d'évaluation à différents niveaux, de types variés et d'intentions spécifiques : local (en salle de classe ou dans la division), provincial (évaluations ministérielles standardisées et basées sur les normes et examens de diplôme de 12^e année, tous administrés en fin d'année ou de parcours d'études, évaluations diagnostiques administrées en début d'année, principalement au niveau primaire). Ces outils d'évaluation fournissent de précieux renseignements aux enseignants sur les compétences de base en littératie et en numératie, entre autres, leur permettent d'orienter leurs pratiques d'enseignement. Ils offrent ainsi des informations importantes aux parents, leur permettant aussi de

7. Les six volumes du rapport final de la *Commission de vérité et réconciliation du Canada* publié en 2015 sont disponibles en ligne : <http://publications.gc.ca/site/fra/9.807831/publication.html>

soutenir l'apprentissage de leurs enfants. Précisons également que dans chacune des provinces, il y a aussi des évaluations nationales et internationales (PISA, PPCE et PIRLS⁸).

Éléments communs de l'éducation dans les prairies

Nous présentons d'abord un aperçu global de quelques éléments communs du système d'éducation dans les trois provinces des Prairies.

De manière générale :

- la loi stipule que l'éducation est obligatoire pour tout enfant. L'âge varie légèrement d'une province à l'autre : Alberta (de 6 à 16 ans) ; Manitoba (de 6 à 18 ans) et Saskatchewan (de 7 à 16 ans) ;
- le conseil scolaire assure le transport de tous les élèves résidents admissibles conformément aux exigences provinciales et à la politique divisionnaire ;
- une personne désignée par le conseil scolaire (la direction d'établissement) est responsable de l'administration de l'école au niveau local ;
- le ministère de l'Éducation verse un budget au conseil scolaire qui le répartit parmi ses écoles permettant d'embaucher du personnel et d'assurer l'offre d'une programmation déterminée en très grande partie par la province ;
- l'année scolaire compte entre 180 à 200 jours (de septembre à juin) constituée d'environ 950 à 1 000 heures d'enseignement par année et niveau scolaire ;
- cinq journées de l'année scolaire peuvent être utilisées pour des activités de perfectionnement professionnel et cinq autres pour des raisons administratives (rencontres parents-enseignants ; préparation des évaluations et des bulletins des élèves, etc.) ;
- un énoncé philosophique, appuyé de politiques précises, stipule que les ministères offrent une éducation inclusive, ouverte à la diversité visant la réussite de tous les élèves ;
- des éléments précis, mais variables, se trouvent dans les programmes d'études portant sur le développement durable et l'éducation pour un avenir viable ;
- éducation à la citoyenneté figure parmi les thématiques des programmes d'études dans toutes les provinces.

Conclusion

Les systèmes d'éducation dans les trois provinces des Prairies de l'Ouest canadien se sont mis en place dans des contextes historiques et politiques particuliers. Des systèmes scolaires publics parallèles ainsi que de nombreux programmes offrent de véritables choix d'écoles aux parents. À la lumière de

8. PISA « Programme international pour le suivi des acquis des élèves » ; PPCE « Programme pancanadien d'évaluation » et PIRLS « Programme international de recherche en lecture scolaire (voir <https://cmec.ca/fr/>).

la population grandissante, issue d'une immigration de multiples pays, les autorités locales et provinciales auront à se pencher sur leurs politiques et leurs pratiques afin d'assurer une intégration sociale et culturelle de tous les élèves de l'Ouest canadien, guidée par les principes de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Jules ROCQUE
Professeur agrégé
Faculté d'éducation
Études supérieures – administration de l'éducation
Bureau 2544
Université de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg, Manitoba
R2H 0H7
Canada

Références

- Clarke Paul et Foucher Pierre (2005), *École et droits fondamentaux. Portrait des droits collectifs et individuels dans l'ère de la Charte canadienne des droits et libertés*. Presses universitaires de Saint-Boniface.
- CMEC (Conseil des ministres de l'Éducation du Canada) (2019), Plan du CMEC pour l'éducation des Autochtones 2015-2017, https://www.cmec.ca/533/Plan_du_CMEC_pour_l%e2%80%99%c3%a9ducation_des_Autochtones_2015-2017.html
- DSFM (Division scolaire franco-manitobaine) (2019), Comités scolaires, <https://www.dsfm.mb.ca/ScriptorWeb/scripto.asp?resultat=597729>
- Encyclopédie canadienne (2019), Commission de vérité et réconciliation du Canada. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/commission-de-verite-et-reconciliation-du-canada>
- Jourdain Guy (2011), *La francophonie de l'Ouest canadien : regard historique* (p. 11-28), dans Jules Rocque (dir.), *La direction d'école et le leadership pédagogique en milieu minoritaire – considérations théoriques pour une pratique éclairée*. Presses universitaires de Saint-Boniface.
- Leclerc Jacques (2016), *Manitoba. Official Language Act, 1890*. <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/amnord/manitoba-loi-1890.htm>
- Rocque Jules (2014), Une recherche documentaire sur les politiques, les pratiques et les principes directeurs d'évaluation des élèves du système scolaire public (1^{re} à 12^e année) des provinces de l'Ouest canadien (68-84), *Éducation et francophonie*, XLII(3).
- Saskatchewan (2019), Ministère de l'Éducation. Soutien aux élèves ayant des besoins particuliers, <https://www.saskatchewan.ca/bonjour/education-learning-and-child-care/k-12-education-early-learning-and-schools/supporting-students-with-additional-needs>